

Afrique de l'Est – Burundi

Par le SER de Nairobi



L'économie burundaise montre des signes de redressement après une décennie de stagnation, grâce au retour du soutien des bailleurs et à la reprise de l'agriculture et des services. La croissance s'est renforcée depuis 2021 pour atteindre +3,5 % en 2024, et devrait continuer de s'améliorer à court terme, notamment grâce à des conditions climatiques plus favorables et à la reprise des exportations de café et d'or. Toutefois, ce rythme demeure insuffisant pour réduire significativement la pauvreté, qui continue de toucher une large majorité de la population. L'inflation a reculé après avoir atteint des niveaux exceptionnellement élevés, mais reste élevée, reflétant des déséquilibres monétaires persistants et une forte sensibilité aux chocs de prix externes. Sur le plan externe, le déficit du compte courant se réduit et la dette publique reste soutenable, autour de 52 % du PIB. Néanmoins, les pénuries de devises et la dualité du régime de change continuent de peser sur la stabilité macroéconomique.

Une reprise économique progressive, mais encore fragile

Après près d'une décennie de stagnation, aggravée par la crise politique de 2015, l'économie burundaise est revenue sur une trajectoire de croissance modérée, portée par la reprise progressive du soutien des bailleurs. La croissance réelle du PIB est restée faible sur la période 2011-2020, avec une moyenne de +1,7 %, avant de s'améliorer progressivement à partir de 2021. Entre 2021 et 2024, la croissance a atteint en moyenne environ +2,8 %, pour s'établir à +3,5 % en 2024, soutenue principalement par la reprise de l'agriculture, qui représente près d'un tiers du PIB, et par l'expansion du secteur des services, qui en concentre plus de la moitié. Le FMI prévoit une croissance du Burundi de +4,4 % en 2025, soutenue par des précipitations favorables, un rebond des exportations de café et la hausse des prix internationaux des matières premières. En revanche, la Banque de la République du Burundi (BRB) s'attend à un léger ralentissement de l'activité pour 2025 (+4,0 %, contre +4,1 % en 2024), reflétant une activité plus faible dans le secteur primaire et un ralentissement des services. Le secteur secondaire (production et industrie) devrait s'accélérer, porté par le secteur minier. Toutefois, selon la Banque mondiale, cette reprise demeure insuffisante pour entraîner une amélioration significative du niveau de vie : la consommation par habitant n'augmenterait que de +0,8 % en moyenne/an sur la période 2025–2027, et le taux de pauvreté ne reculerait que marginalement (à 74,5 % en 2027, contre 74,8 % en 2024). À moyen terme, la croissance devrait se maintenir autour de +4,2 % par an, un rythme encore insuffisant pour répondre pleinement aux besoins sociaux et de développement du pays.

L'inflation commence à diminuer après avoir atteint un pic en avril 2025 de +45,5 % en glissement annuel. Cette baisse s'explique principalement par l'arrêt, depuis juillet, du financement du déficit par la BRB, qui a permis de freiner la création monétaire. En octobre, l'inflation s'établissait à +26,9 %, et la moyenne annuelle en 2025 devrait s'établir à +37,3 % selon le FMI. Cette amélioration demeure toutefois fragile : elle repose en partie sur des effets de base et sur une légère amélioration ponctuelle de la disponibilité des carburants, alors que les contraintes d'approvisionnement persistent largement, et reste très sensible aux fluctuations des prix mondiaux, notamment des denrées alimentaires et des minerais. Par ailleurs, en l'absence de cible d'inflation formelle, la BRB s'est fixée, à la recommandation du FMI, un objectif indicatif de +8,0 % à moyen terme, dans le cadre d'une transition progressive vers une politique monétaire davantage orientée vers la stabilité des prix. La politique monétaire demeure néanmoins peu restrictive au regard du niveau d'inflation, ce qui en limite l'impact sur la consommation et l'épargne.

Les comptes extérieurs se sont récemment améliorés, avec un déficit du compte courant prévu à -6,7 % en 2025 (après -8,6 % en 2024 et -14,8 % en 2023). Cette évolution favorable ne se traduit toutefois pas par une amélioration significative de la liquidité en devises. La valeur des exportations d'or aurait été multipliée par cinq au 1^{er} semestre 2025, mais leur impact sur les réserves reste limité, la BRB rachetant l'or aux producteurs en dollars. Les exportations de café soutiennent également les recettes, tandis que celles de thé restent modestes et insuffisamment valorisées. Les transferts de fonds de la diaspora, qui représentent 4,3 % du PIB (+25 % en 2024 par rapport à 2023) jouent un rôle stabilisateur, mais restent insuffisants au regard de la faiblesse des réserves de change (1,4 mois d'importations en novembre 2025).

Le secteur bancaire fonctionne sous de fortes contraintes, principalement liées au financement du déficit public. Des taux d'intérêt réels très bas réduisent la rentabilité et peuvent être vus comme un transfert implicite vers l'État. La courte durée des bons du Trésor (1-2 ans) limite les prêts à long terme, ce qui freine le financement du secteur privé. La part importante du secteur public dans les actifs bancaires (26 %) rend le système sensible aux variations de change. Dans l'ensemble, les banques restent donc très liées à l'État, et leur solidité dépend largement de l'évolution de

l'économie. Les prêts non performants sont en hausse, mais leur part dans le total des prêts a diminué (à 25,5 %) car la croissance de crédit a crû plus rapidement.

Des déséquilibres persistants qui freinent la stabilisation macroéconomique

La coexistence de deux taux de change constitue l'un des principaux obstacles à la stabilisation macroéconomique. Elle perturbe la formation des prix et alimente une prime de risque élevée. Malgré une légère baisse récente, le taux parallèle ($\approx 6\,300$ BIF/USD, contre près de 8 000 BIF/USD avant l'été) reste environ deux fois supérieur au taux officiel (3 000 BIF/USD), signalant un marché déséquilibré et une surévaluation de la monnaie. Notamment, le franc burundais s'est déprécié de 87,7 % face au dollar américain depuis 2015. La réforme du régime de change lancée fin 2023 – visant à réduire l'écart entre le taux officiel et le marché parallèle – reste incomplète : malgré une dévaluation de 38 % en mai 2023, l'écart avec le marché parallèle a de nouveau atteint près de 100 % en mai 2024, aggravant les pénuries de devises et les pressions économiques.

Le financement du déficit budgétaire (cf. supra) **reste un facteur clé de l'inflation** : lorsque le déficit n'est pas maîtrisé, les autorités peuvent être amenées à recourir à la création de monnaie, malgré un plafond légal de 10 % des recettes publiques de l'année précédente. Si les contraintes budgétaires s'accentuent en 2025/26, ce recours pourrait raviver les tensions inflationnistes.

Enfin, la dette publique du Burundi est jugée soutenable, mais reste exposée à un risque élevé de surendettement selon la dernière analyse de soutenabilité de la dette (juillet 2023) du FMI. En 2024, la dette publique a diminué à 52,0 % du PIB, après 58,1 % en 2023. La baisse apparente du ratio de dette rapportée au PIB est en partie trompeuse : elle reflète la surévaluation du taux de change et une inflation élevée, qui réduisent mécaniquement le poids de la dette dans les statistiques sans en améliorer les fondamentaux.

